

Fait à Paris, le 6 octobre 2026

DECLARATION DES ELUS-ES CGT DES CAP

Le jeudi 17 septembre 2026, les professeurs du lycée Saint Exupéry à Créteil se mettent en grève pour dénoncer en manque d'effectif chez les professeurs et dans le pôle médico-social, alors que le nombre d'élèves à augmenter.

Le soir même, ce sont les élèves de terminal du même lycée qui décident de bloquer le vendredi matin dès 6h30, pour les mêmes revendications que leurs professeurs, avec en plus l'exigence de : « **L'égalité des chances de réussir entre la banlieue et Paris** ».

Le lundi 21 septembre, le mouvement est reconduit, il s'étend de lycée en lycée sur tout le territoire national...

Des milliers de lycéennes et lycéens se lèvent pour dénoncer les conditions d'études dégradées, devenues insupportables : **Classes surchargées, manque de professeurs, d'infirmiers-es, d'assistants-es social, établissements scolaires dégradés, l'égalité des chances, la suppression de « Parcoursup », le droit d'étudier pour toutes et tous...**

Une jeunesse qui exprime légitimement le droit d'étudier dignement !

Le gouvernement Macron / Lecornu face à cette contestation lycéenne, reprend les mêmes solutions de réponses que le gouvernement Macron / Philippe face aux gilets jaunes, avec une répression sans limites : Arrestations massives, gardes-à-vues, tirs de LBD pour éborgner, pour casser les dents de nos enfants, jets de gaz lacrymogène, intimidations, lynchages, flics en civils qui provoquent, injurient... Ils n'hésitent même plus à frapper des élus de la République, des professeurs, des parents d'élèves...

Face à cette jeunesse qui réclame les moyens d'étudier dignement, ce gouvernement fait le choix de la répression... Il préfère leur envoyer des CRS plutôt que des professeurs et des moyens pour l'Education nationale.

Les violences policières, ordonnées par la Macronie, sont symptomatiques d'un gouvernement à la dérive qui est hors-sol. Laurent Nunez, ministre de l'Intérieur, bien connu pour la répression des mobilisations contre la réforme des retraites Macron / Borne en 2023, a ordonné que ce jeudi 01 octobre 2026, pas un seul blocage ne puisse se tenir sur l'ensemble du territoire.

Les préfets multiplient les interdictions de se rassembler aux abords des lycées.

Les médias inféodés à la politique de répression macronienne réduisent le mouvement lycéen aux violences, au mépris des revendications de la jeunesse.

Cela n'a d'autre nom que la mise en place d'une dictature, c'est un tapis rouge déroulé pour l'extrême droite !

Face à cet état de faits, La CGT appelle les travailleurs à se mobiliser pour protéger les enfants, mais aussi à porter leurs revendications.

Le Comité des Syndicats CGT de la ville de Paris a déposé un préavis de grève du 06 au 31 octobre 2026, pour permettre aux personnels de la ville de Paris de pouvoir se mobiliser dans l'urgence pour accompagner les lycéens-nes.

Ce mardi 6 octobre 2026, des manifestations sont prévus à l'appel d'organisations syndicales lycéennes, étudiantes, de travailleurs dont la CGT, d'associations et de partis politiques.

Les élus CGT des CAP ne peuvent rester spectateurs des violences de ce gouvernement, pour nous permettre d'être en soutien aux lycéennes et lycéens, nous ne siégeront pas ce jour aux différentes CAP.

Les élus-es CGT des CAP